

Le député a probablement raison de dire que face à cette nouvelle concurrence, les autres transporteurs ont consenti à baisser leurs prix au même niveau que la société nationale dont j'ai parlé, mais ils n'ont pas accepté de le faire à l'année longue, ni partout au pays. Je suis donc convaincu—je dois dire que j'ai étudié minutieusement la question depuis que le député et d'autres l'ont soulevée—qu'à long terme, nous réalisons une épargne considérable de deniers publics en appliquant le régime actuel.

J'ajouterai que cette compagnie n'est pas du tout en mesure de faire le travail nécessaire, et que d'autres compagnies font une partie considérable du travail, peut-être 70 ou 80 p. 100. Toutefois, cela ne me plaît pas du tout et mes hauts fonctionnaires et moi-même avons l'intention de faire des appels d'offres pour tous les travaux. Si ces compagnies veulent vraiment se lancer dans ces affaires, qu'elles le fassent savoir clairement, et qu'elles se fassent vraiment concurrence pour tous les travaux. Qu'elles renoncent à la politique du taux unique dont nous étions prisonniers jusqu'à l'apparition de ce nouveau facteur. Je brosse là un tableau d'ensemble, mais je donnerai volontiers tous les détails qu'il faudra.

Je crois avoir répondu à la plupart des questions soulevées par le député de South Shore, monsieur le président, mais malheureusement il n'était pas ici pour m'entendre, et j'espère qu'il ne me demandera pas de tout recommencer. A propos des services de vérification comptable, je crois que le député et moi-même ne sommes pas tout à fait d'accord sur ce que cela veut dire.

Conformément aux recommandations de la Commission Glassco, ce sont les ministères qui seront chargés de la première vérification. Il m'est impossible de déterminer pour le moment si l'auditeur général aura ou non besoin de plus de personnel par suite de ce remaniement. Ce point n'a rien à voir au bill qui nous occupe. Autrement dit, nous remettons simplement aux ministères la fonction de la première vérification, ainsi qu'il a été recommandé, afin que la responsabilité soit centralisée au sein des ministères et que ceux-ci deviennent pleinement comptables de leurs actes. Il se peut fort bien que l'auditeur général ait besoin d'un personnel plus nombreux, car il aura peut-être à assumer certaines des fonctions antérieurement remplies par le contrôleur du Trésor. Cependant, ce sont là deux questions bien distinctes, et nous aurons l'occasion, j'en suis persuadé, de

[L'hon. M. Jamieson.]

nous occuper de la question de savoir si l'auditeur a besoin ou non d'un personnel plus nombreux.

Le député de Moose Jaw—je crois que c'est mon deuxième bon coup, ma moyenne au bâton est près de 1,000 ce soir—a soulevé une autre question et je ne suis pas du tout sûr de comprendre à quelle société il pense lorsqu'il parle des services de conseillers. S'il veut parler des services de conseillers en administration nous avons eu des entretiens avec ce groupe...

M. le vice-président: A l'ordre. J'interromps le ministre à regret, mais son temps de parole est expiré, à moins qu'il n'obtienne le consentement unanime du comité pour continuer.

L'hon. M. Jamieson: Il ne me faut qu'un moment pour terminer.

M. le vice-président: Le comité est-il d'accord?

Des voix: D'accord.

L'hon. M. Jamieson: J'allais expliquer au député de Moose Jaw que nous avons eu des entretiens avec l'association qui représente les conseillers en administration et ce n'est pas un problème facile à résoudre.

Je crois, d'une part, qu'il est important pour le pays de pouvoir compter sur un service solide de conseillers en gestion. Nous n'avons pas l'intention de leur couper l'herbe sous le pied ou d'imprimer aux affaires une orientation déterminée; rien de la sorte. Le hic des soumissions libres, c'est que l'Association elle-même doute de l'à-propos de la méthode.

S'il y a appel d'offres pour chaque entreprise à exécuter, tous les soumissionnaires vont affecter de fortes sommes à la préparation de leurs soumissions, et la somme globale de leurs dépenses pourra bien dépasser la valeur de l'entreprise elle-même. Nous avons donc discuté la chose avec eux, espérant trouver un autre moyen, plus approprié, mais je tiens à rassurer le député: nous sommes au fait de la situation.

A ce sujet, il n'y a pas, que je sache, dans notre ministère, de liste préférentielle. Il n'y a absolument rien de ce genre. Toute société qui veut figurer sur la liste parce que toute espèce d'entreprise l'intéresse—ce qui comprend le genre d'entreprise dont parlait le